

**Description de fonction
du magistrat de référence du ministère public chargé de l'application de
l'article 216 bis § 2 C.I.C. – Extinction étendue de l'action publique moyennant
le paiement d'une somme d'argent (EEAPS)**

Comme l'a précisé la circulaire, le magistrat du ministère public qui souhaite faire application d'EEAPS une fois l'action publique mise en mouvement, et en particulier en matière sociale et d'ECOFINFISC, se fera assister d'un magistrat de référence dans ce domaine.

Chaque parquet et audiorat, tant en première instance qu'en appel, ainsi que le parquet fédéral, désignera, au sein de son corps, au moins un magistrat qui agira en qualité de magistrat de référence transaction.

Là où le ministère public s'est déjà organisé dans des structures de coopération, il pourra être fait appel à la connaissance spécialisée (exemple : substitut spécialisé en matière fiscale) présente dans ces structures. Il sera familiarisé avec la matière pour laquelle une transaction est proposée. Il va de soi qu'en matière fiscale ou sociale, le magistrat de référence doit avoir une connaissance particulière de cette matière. Il est également le contact pour les administrations fiscales et sociales et le parquet général.

À l'instar de la fonction charnière (voir COL 12/2010), il s'agira d'un magistrat expérimenté et performant. Cela suppose notamment qu'il a une expérience suffisante des audiences et une connaissance juridique étendue.

Il disposera également des qualités sociales nécessaires pour l'interaction avec la victime et le suspect. On pourrait dès lors, par exemple, désigner les chefs de section à titre de magistrats de référence pour les matières traitées dans leur section.

Le magistrat de référence assure un rôle de coordination.

Après avoir été dûment informé, par le titulaire du dossier, sur tous les aspects, le magistrat de référence évaluera l'opportunité de l'extinction de l'action publique au moyen d'une transaction. Il s'assurera que les conditions légales sont réunies et il tiendra notamment compte de l'état d'avancement de l'enquête et de la possibilité d'organiser la consultation du dossier répressif. Lorsque l'accord préalable du procureur général est requis, le projet de rapport au procureur général, établi par le titulaire du dossier, sera visé par le magistrat de référence, qui, après son approbation, le paraphera et le transmettra au procureur général territorialement compétent.

Le magistrat de référence tient, en collaboration avec le titulaire du dossier, la concertation avec les parties et mène les pourparlers éventuels. Il veille à la description correcte, par le titulaire du dossier, des faits retenus, de la consultation du dossier et du déroulement de la procédure.

Sous réserve de l'accord du procureur général territorialement compétent, le magistrat de référence prend la décision finale par rapport aux montants à payer par le suspect. Tous les documents rédigés par le titulaire du dossier dans le cadre de la procédure de transaction sont visés par le magistrat de référence.

Le magistrat de référence exercera également un contrôle marginal sur l'accord intervenu entre les parties relatif à l'étendue du préjudice et au règlement de la réparation des dommages.

La circulaire relative à l'article 216 *bis*, la transaction étendue, expose plusieurs lignes de force, mais il est impossible de prévoir tous les problèmes pratiques et juridiques qui ne manqueront pas de se poser.

Il sera dès lors indiqué d'organiser une concertation structurelle et de concrétiser un échange régulier des expériences entre ces magistrats spécialisés.